

**Édition 2012**  
**ENAP, Québec les 15 et 16 novembre**

**Table ronde « Gouvernance des sociétés d'État »**  
**Les entreprises publiques à l'épreuve de l'interface management-politique**

Le 20<sup>e</sup> siècle fut le siècle des entreprises publiques jusqu'en 1980. Les télécommunications internationales, le transport aérien, la poste, les chemins de fer, les mines de charbon, le pétrole, la production automobile, l'exploitation des ressources naturelles, la restructuration du secteur agro-alimentaire, etc. furent des domaines où les gouvernements ont utilisé des entreprises publiques pour mettre en œuvre leurs politiques économiques.

Puis sont venus des gouvernements qui pour des raisons idéologiques ou sous contraintes budgétaires sévères, pour équilibrer leurs fins de mois, ont peu à peu vendu ces entreprises. Cela fut vrai autant dans les pays développés que dans les pays en voie de développement poussés par les institutions internationales financières et non financières. Puis, pour faire face à la crise de 2008, les gouvernements ont redécouvert ces entreprises hybrides à la pratique privée, notamment en matière de gestion de la performance, mais à la stratégie publique. Cette évolution soulève plusieurs questionnements :

- Comment arrimer ces deux logiques, les rendre compatibles?
- Que demande-t-on en 2012 à ces organisations?
- Dans plusieurs juridictions, leur gouvernance a été réformée, mais comment fonctionne en pratique l'interface entre le pouvoir politique et les gestionnaires de ces entreprises?

Cette table ronde propose un regard croisé de praticiens et d'universitaires sur la gestion des interfaces question.

**Animateurs**

- **Luc Bernier**, professeur, Centre de recherche sur la gouvernance, ENAP
- **Taïeb Hafsi**, professeur titulaire de la Chaire Walter J. Somers de management stratégique international, HEC Montréal

**Panélistes**

- **Yves Devin**, ancien directeur général de la Société de transport de Montréal (STM)
- **Roger Lanoue**, ancien vice-président d'Hydro-Québec, coauteur de « Société d'État? Pourquoi pas! »

Chacun des invités sera amené à présenter ses observations durant une période d'un maximum de 10 minutes. Suivra une discussion, à des fins de précision ou de clarification, entre les invités eux-mêmes, prélude à la discussion plus globale avec les participants d'autres tables et conférenciers au Symposium.